

Convention collective

**EXPLOITATIONS VITICOLES
(CHAMPAGNE DÉLIMITÉE)
(2 juillet 1969)**

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

■ *Journal officiel* du 25 janvier 2005

**Arrêté du 22 décembre 2004 portant extension d'avenants à la
convention collective de travail concernant les exploitations viti-
coles de la Champagne délimitée**

NOR : AGR0500123A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Régle-
mentaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14
et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 25 février 1972 portant extension de la convention collec-
tive de travail du 2 juillet 1969 concernant les exploitations viticoles de la
Champagne délimitée et les arrêtés successifs portant extension des avenants
à ladite convention ;

Vu les avenants du 2 juillet 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 29 octo-
bre 2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion
sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions des avenants n^{os} 142, 143 et 144 du 2 juillet 2004 à la convention collective de travail du 2 juillet 1969 concernant les exploitations viticoles de la Champagne délimitée sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'avenant n° 142 susmentionné est étendu sous réserve de l'application de l'article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie de rémunération mensuelle, de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles ainsi que les dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum de croissance.

Article 3

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 2 juillet 1969 précitée.

Article 4

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2004.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
*L'ingénieure en chef du génie rural,
des eaux et des forêts,*
V. METRICH-HECQUET

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/41 en date du 6 novembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.